

L'alliance industrielle de défense que Washington est en train de saborder

Justin Massie, Srdjan Vucetic | 18 septembre 2026 | ARTICLES | 



Ce texte est une traduction de l'article « [The Defense Industrial Alliance Washington Is Throwing Away](#) », publié le 29 juin 2026 sur War on the Rocks.

Alors que les relations entre les États-Unis et le Canada continuent de se détériorer, c'est désormais la sécurité industrielle des deux pays qui en fait les frais.

Le mois dernier, le Pentagone a annoncé la [suspension unilatérale](#) de la Commission permanente mixte de défense, instituée il y a 86 ans, en réponse à ce que la Maison-Blanche considère comme l'incapacité d'Ottawa à présenter un plan crédible visant à consacrer 3,5 % du Produit intérieur brut (PIB) à la défense d'ici 2035. Dans les semaines tendues qui ont précédé [la révision de l'accord commercial](#) continental, l'inauguration du tout nouveau pont reliant Détroit à Windsor a également été longuement retardée.

Ce que nombre de responsables à Washington ne parviennent pas à comprendre, c'est que leurs actions produisent l'effet inverse de celui recherché : au lieu d'inciter le Canada à investir davantage dans sa défense et de le contraindre à faire des choix difficiles pour renforcer la sécurité et l'intégration continentales, elles alimentent chez les Canadiens l'impression que les États-Unis sont un partenaire peu fiable et imprévisible. Pour reprendre une expression tirée du discours prononcé par le Premier ministre Mark Carney au Forum économique mondial de Davos en début d'année, de nombreux Canadiens estiment désormais que le pays devrait « [se diversifier pour parer à l'incertitude](#) ». Alors même que Washington a besoin d'élargir sa base industrielle de défense, l'administration Trump sape les fondements politiques nécessaires pour y parvenir avec ses alliés les plus proches.

Le problème fondamental ne réside ni dans l'absence de mécanismes de coopération, ni dans un désaccord sur l'importance des munitions, de la construction navale ou des minéraux critiques. Il tient plutôt au fait qu'une intégration industrielle efficace dépend de signaux de demande crédibles, difficiles à maintenir lorsqu'un partenaire peut redéfinir unilatéralement ses priorités et sanctionner ce qu'il perçoit comme un manquement.

Dans ces circonstances, l'objectif politique approprié ne doit pas être de transformer la relation, mais d'en atténuer les dommages. À Ottawa, les décideurs n'ont d'autre choix que de continuer à réduire la dépendance de longue date du Canada à l'égard de son voisin superpuissant et à développer, dans la mesure du possible, des alternatives économiques et stratégiques,

en particulier [auprès de l'Europe](#). À Washington, le Congrès servirait mieux les intérêts nationaux des États-Unis en limitant les éléments les plus perturbateurs du programme de l'administration Trump, rétablissant ainsi un minimum de prévisibilité et de crédibilité dans la coopération bilatérale.

Les mérites du plaidoyer pour l'intégration

De l'Ukraine au Moyen-Orient, les guerres en cours rappellent [une vieille leçon](#) : la puissance militaire ne repose pas seulement sur des armes de pointe, mais aussi sur la capacité à les produire à grande échelle. À la lumière de ce constat, Ottawa et Washington ont tous deux mis en œuvre des stratégies industrielles plus actives afin de favoriser l'émergence d'écosystèmes d'ingénieurs, de fabricants et de fournisseurs, et de développer les capacités d'essai nécessaires au maintien de la production militaire.

[Un article récent publié dans *War on the Rocks* plaide avec force en faveur d'une coopération plus étroite entre le Canada et les États-Unis en matière de défense](#). Pourquoi les deux pays doubleraient-ils leurs investissements, ou se livreraient-ils à une concurrence pour la main-d'œuvre et les capitaux, par exemple dans la construction navale ou les capacités arctiques, alors qu'ils pourraient intégrer et synchroniser leurs efforts ?

Grâce à leur géographie et à leur histoire communes, les États-Unis et le Canada sont déjà unis par [d'innombrables](#) accords formels et informels, notamment l'engagement de se défendre mutuellement en cas d'attaque. Leurs économies et leurs secteurs de défense sont également étroitement liés : des entreprises canadiennes participent à des programmes de production américains, du [chasseur F-35](#) à la [fabrication d'obus d'artillerie](#). Le Canada était d'ailleurs le premier partenaire visé par la « [Base technologique et industrielle nationale](#) » des États-Unis, un cadre établi par le Congrès pour intégrer les bases industrielles de défense des partenaires [du groupe des « Five Eyes »](#) (États-Unis, Canada, Australie, Royaume-Uni et Nouvelle-Zélande).

Les auteurs de ce plaidoyer pour une coopération accrue proposent une voie médiane (« *Goldilocks plan* ») vers une intégration accrue en matière de défense : suffisamment poussée pour gagner en efficacité et en résilience, mais pas au point de contrarier la classe politique attachée à la « souveraineté ». À première vue, ce projet s'inscrit dans la lignée du discours du Premier ministre Carney sur une « [Forteresse Amérique du Nord](#) », où un Canada plus indépendant contribuerait à « redonner sa grandeur à l'Amérique » grâce à une intégration plus poussée dans certains secteurs, tels que l'automobile, l'aluminium, l'énergie et les minéraux.

Toutefois, après plus d'un an de déclarations publiques et de mesures coercitives de la part de l'administration Trump, la « souveraineté » est devenue un obstacle insurmontable. Parmi les alliés des États-Unis, neuf pays européens ont ainsi choisi de rejoindre une [initiative de dissuasion nucléaire](#) menée par Paris afin de renforcer la sécurité sur le continent. Dans le même esprit, [le Japon](#), [la Corée du Sud](#) et [l'Australie](#) manifestent tous un intérêt croissant pour la production européenne de défense.

Le Canada suit une orientation stratégique similaire. Le gouvernement Carney s'est engagé dans une ambitieuse stratégie de renforcement des capacités nationales, combinant des droits de douane de rétorsion sur les produits américains et une diversification rapide du commerce et des investissements hors des États-Unis. Ottawa [augmente également ses dépenses militaires et développe ses infrastructures de sécurité](#), tout en cherchant à établir [un partenariat](#) stratégique historique en matière de défense et de sécurité avec l'Union européenne (UE). Ces initiatives, parmi [d'autres](#), traduisent une logique de « *hedging* » visant à renforcer à long terme l'autonomie stratégique du Canada.

Cette priorité se manifeste également sur le plan intérieur. Ottawa a renforcé ses mesures de lutte contre la désinformation et l'ingérence étrangère, signe de la crainte que la concurrence stratégique ne vise directement la cohésion politique et sociale. [La Chine](#) et [la Russie](#) ne sont désormais plus les seules sources de menace perçues : [les informations](#) faisant état de liens entre des réseaux séparatistes albertains et des personnalités issues de l'écosystème politique proche de Trump renforcent l'intérêt d'Ottawa à consolider ses protections en matière de sécurité nationale contre l'influence politique étrangère, y compris [celle des États-Unis](#).

Pour que la coopération américano-canadienne en matière de défense s'intensifie, le gouvernement Carney devrait opérer un virage politique majeur. Cela semble peu probable : les électeurs canadiens [sanctionneraient un tel revirement](#), et récompenseraient au contraire les responsables politiques qui estiment que le Canada doit se préparer aux [menaces américaines](#), qu'elles soient économiques, militaires, technologiques ou informationnelles.

Diversification et autonomie

Les politiques du gouvernement constituent moins une rupture avec la politique étrangère canadienne qu'un retour à un objectif de longue date : une plus grande autonomie vis-à-vis des États-Unis. À l'instar de [la « troisième option »](#) de Pierre Trudeau dans les années 1970, Ottawa cherche une nouvelle fois à réduire sa dépendance à l'égard de Washington en diversifiant ses liens économiques, diplomatiques et sécuritaires. Cette fois, cependant, ce n'est pas la crainte d'une absorption économique qui motive cette démarche, mais [une incertitude croissante](#) quant à la fiabilité du gouvernement américain en tant que partenaire.

La stratégie canadienne actuelle de « *hedging* » reprend le concept de « [défense contre l'aide](#) », hérité de la guerre froide : maintenir des capacités souveraines suffisamment crédibles pour éviter une intervention unilatérale de son puissant voisin.

Autrefois centrée sur [la défense de l'Arctique et du territoire continental](#), cette préoccupation vise désormais à préserver l'autonomie politique face [aux pressions économiques et politiques des États-Unis](#). Là encore, l'enjeu ne réside pas seulement dans le partage du fardeau au sein du Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD) : il s'agit aussi de limiter la dépendance à l'égard d'un partenaire transactionnel et imprévisible.

Dans ce contexte, la diversification des partenariats de défense menée par Ottawa revêt une portée stratégique plus large. Parallèlement à l'accord de défense conclu avec l'UE, le Canada a [renforcé sa coopération](#) avec la Corée du Sud, l'Australie et d'autres partenaires de la région indo-pacifique, tout en développant des capacités sous contrôle canadien dans ce que le Premier ministre Carney appelle les domaines de « [l'ensemble stratégique](#) » : l'intelligence artificielle, les technologies d'énergie propre, les minéraux critiques, les semi-conducteurs, les communications spatiales, les vaccins et, bien sûr, [les technologies de défense](#) clés telles que [les radars](#), [les drones](#) et [les capteurs sous-marins](#).

En somme, ce qui semblait autrefois économiquement inefficace apparaît désormais comme politiquement judicieux : les électeurs récompensent les efforts du gouvernement visant à réduire la vulnérabilité du pays. Les Canadiens reconnaissent que le partenariat nord-américain ne relève pas d'un choix binaire, mais ils estiment également qu'il convient de réévaluer les postulats et les choix qui ont façonné la vie collective canadienne au cours du dernier demi-siècle, voire davantage.

Les limites de la coercition et le prix de l'autonomie

Le paradoxe auquel Washington est confronté tient à ce que la puissance industrielle de défense au xxi^e siècle ne peut être reconstruite par la seule coercition. Accroître les capacités de production, sécuriser les chaînes d'approvisionnement, coordonner les achats et maintenir les avantages technologiques exigent tous une confiance politique durable entre alliés dont la coopération demeure volontaire et politiquement contingente. Or, plus Washington instrumentalise l'interdépendance asymétrique pour forcer l'alignement, plus des alliés tels que le Canada chercheront à se prémunir en diversifiant leurs partenariats et en réduisant leurs vulnérabilités stratégiques. En ce sens, la résistance croissante à une intégration continentale plus poussée n'est pas seulement une réaction canadienne au nationalisme de l'ère Trump. Elle reflète aussi une contradiction structurelle plus large dans la stratégie américaine contemporaine. Des États-Unis qui traitent leurs alliés à la fois comme des partenaires industriels indispensables et comme des cibles de pressions coercitives risquent d'affaiblir les réseaux d'alliances dont dépend, en fin de compte, la résilience industrielle et stratégique de l'Occident.

C'est là que les législateurs américains devraient intervenir plus fréquemment. On a récemment vu des membres du Congrès tenter de limiter le pouvoir discrétionnaire du département de la Guerre en intégrant [des exigences et des restrictions légales](#) dans la Loi d'autorisation de la défense nationale (NDAA) pour l'exercice 2027, influençant ainsi l'orientation de la politique de défense et la planification des forces. La marge de manœuvre dont dispose le pouvoir législatif pour restreindre l'autorité du pouvoir exécutif en matière de politique étrangère reste toutefois limitée. Par conséquent, si les efforts du Congrès peuvent apporter une certaine stabilité, ils n'interviennent qu'après coup. Les États-Unis ont déjà acquis la réputation d'un partenaire imprévisible, et il faudra beaucoup de temps pour surmonter cette perception.

La capacité des alliés des États-Unis, dont le Canada, à assumer dans la durée les coûts d'une stratégie de « *hedging* » reste incertaine. La recherche d'une plus grande autonomie stratégique vis-à-vis des États-Unis exposerait presque certainement le Canada à diverses formes de coercition américaine, notamment des droits de douane punitifs, des restrictions d'accès au marché, des pressions sur les chaînes d'approvisionnement intégrées, ainsi que l'exclusion éventuelle de programmes industriels de défense clés, d'accords de partage de technologies et d'institutions militaires telles que la Commission permanente mixte de défense ou, pire encore, le NORAD. Ottawa pourrait également voir son accès restreint aux renseignements sensibles, aux réseaux d'approvisionnement ou aux initiatives de défense continentale si Washington venait à juger les efforts de diversification canadiens politiquement ou stratégiquement déloyaux. Sur les plans militaire et économique, une posture plus autonome pourrait impliquer de doubler des capacités jusque-là confiées aux États-Unis, ce qui exigerait des investissements nettement plus importants et de plus longue haleine dans les capacités souveraines.

Rien de tout cela ne laisse Washington sans options pour enrayer cette dérive. Le levier le plus immédiat est celui auquel le Congrès a déjà recours : réinscrire la prévisibilité dans la loi au moyen de crédits pluriannuels, d'engagements d'approvisionnement inscrits dans la loi et de limites au pouvoir discrétionnaire de l'exécutif de suspendre la coopération. Pourtant, comme nous l'avons suggéré plus haut, c'est précisément la valeur de cette voie qui est remise en cause, puisqu'elle présuppose que l'autorisation du Congrès lie encore de manière significative une administration prête à la contourner. Rétablir des signaux de demande crédibles nécessitera donc des mécanismes qui ne reposent pas sur la bonne volonté d'une seule branche du pouvoir ou d'une seule administration. Les accords de coproduction à long terme, contractuellement contraignants, sont plus difficiles à défaire que de simples déclarations de l'exécutif, et ils créent, dans chaque pays, des groupes d'intérêt qui ont tout à gagner à la continuité. Une coopération ancrée à l'échelle des États et des provinces, là où les chaînes d'approvisionnement intégrées sont déjà bien établies, peut préserver la collaboration malgré les turbulences de la politique présidentielle.

Des défis similaires se posent bien au-delà de la défense. Bâtir un Canada plus indépendant et plus résilient exigera des ressources considérables et un engagement de l'ensemble de la société, car bon nombre des capacités nécessaires ne peuvent être développées par un seul gouvernement. La question centrale est donc de savoir si les Canadiens sont prêts à en assumer

les coûts à long terme, à l'ère d'un nationalisme américain coercitif.

Crédits photo : [TheWxResearcher](#)

• — •• — — • •• — —• ••

Justin Massie, Srdjan Vucetic

Justin Massie est professeur au département de science politique de l'Université du Québec à Montréal. Il est codirecteur de *America's Allies and the Decline of U.S. Hegemony* (Routledge, 2019) et de *Intelligence Cooperation in a Multipolar World: Non-American Perspectives* (University of Toronto Press, 2024).

Srdjan Vucetic est professeur à l'École supérieure d'affaires publiques et internationales de l'Université d'Ottawa. Il est co-auteur de *World of the Right: Radical Conservatism and Global Order* (Cambridge University Press, 2024) et de *Beyond Five Eyes Intelligence: An International Political Sociology* (McGill-Queen's University Press, 2026).

Comment citer cette publication

Justin Massie, Srdjan Vucetic, « L'alliance industrielle de défense que Washington est en train de saborder », trad., *Le Rubicon*, vol. 6, 18 septembre 2026 [<https://lerubicon.org/lalliance-industrielle-de-defense-que-washington-est-en-train-de-saborder/>].

